



ITINÉRAIRE D'UN PAYSAN BRETON du réformisme à l'action révolutionnaire

Pouvez-vous, d'abord, décrire les grandes étapes de votre évolution, et le type d'exploitation auquel vous êtes parvenu ?

R. Je suis le cadet d'une famille de quatre enfants. Mes parents et mes grands parents, fermiers, ont toujours été exploités par les propriétaires fonciers. Après mon mariage, en 1966, je suis venu, selon la coutume, habiter chez mes beaux-parents qui m'ont employé comme ouvrier agricole pendant trois ans. Ensuite, j'ai repris l'exploitation (17 ha en ferme) avec ma femme. Aucune orientation n'était alors donnée aux productions. Nous avons choisi de développer le porc à l'engrais et le lait. Trois ans se sont passés ainsi, tant bien que mal, avec un travail harassant pour des résultats décevants. Pas de bâtiments rationnels (et pas de moyens pour investir), pas de comptabilité (le budget de l'exploitation étant confondu avec le budget familial) : notre revenu était très faible, le foyer et les besoins intellectuels étaient sacrifiés. Telle est encore la situation de la majorité des agriculteurs bretons.

de l'exploitation traditionnelle à l'agriculture de groupe

La vie que nous menions était intenable. Les revues professionnelles, le syndicalisme jeune, les réunions de formation, le « travail d'hiver » par thèmes qu'organisait le CDJA, tout cela nous a fait prendre conscience de la nécessité de transformer l'agriculture artisanale et d'acquiescer une formation économique.

La proximité de Saint-Brieuc, le contact avec d'autres catégories sociales, l'aspiration aux loisirs et à la culture, ont accentué encore cette évolution. C'était, bien sûr, un problème de niveau de vie, mais plus encore de genre de vie et de travail. Bien qu'exploités, les ouvriers avalent, au moins, leurs dimanches et des vacances.

La question la plus cruciale restait celle de la femme. Sur une exploitation pratiquant la polyculture, elle tenait forcément le rôle d'un

ouvrier agricole. Les femmes, même d'origine paysanne, ne veulent plus subir le sort de leur mère. L'évolution de l'agriculture, surtout dans nos régions, se fera par le côté féminin.

Après de nombreuses réunions, nous avons constitué un GAEC à trois fermiers. Un GAEC complet : mise en commun totale de la terre, des bâtiments, du cheptel. Nous avons aujourd'hui 70 vaches laitières et 1.200 porcs à l'engrais. Pour l'Ouest, c'est une entreprise importante.

Nous nous considérons comme des salariés : nous recevons chaque mois un salaire fixe de 1.000 F, le même pour tous car nous avons débuté à parts égales. Nous travaillons de 6 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 19 h. Nous avons deux dimanches sur trois et quinze jours de vacances par an, alors que 6 à 7 % des agriculteurs en prennent. C'est un travail dur, mais passionnant dans la mesure où chacun se forme, avec ses responsabilités, dans sa spécialité. Régulièrement, nous opérons une mise en commun avec critique du travail accompli.

La condition féminine a été profondément transformée. Le travail de laiterie est assuré par les trois femmes, à tour de rôle toutes les trois semaines. La comptabilité est tenue par une d'entre elles qui, en compensation, ne travaille pas le lundi quand vient son tour. Le contact est ainsi maintenu. En fait, le GAEC offre à la femme trois possibilités : participer, rester à la maison, ou travailler à l'extérieur.

Comment le GAEC a-t-il été accueilli à sa création ?

R. Plutôt mal ! Ce qui marque la mentalité paysanne, c'est le conservatisme. C'est dû à l'éducation : l'école primaire incite à l'individualisme, l'Église traditionnelle à la soumission, la famille au respect de l'autorité. L'influence des notables, de droite ou de gauche (propriétaires, curé, instituteur), de la presse locale, etc., tout cela nous barrait la route. Il y a pourtant aujourd'hui cinq GAEC sur notre commune et trois autres formés ailleurs par des jeunes du pays.

En outre, les GAEC sont peu nombreux au

sein d'une agriculture bretonne partagée entre une majorité de paysans traditionnels prolétariés ou exploités et une minorité d'agriculteurs capitalistes qui atteignent d'importants chiffres d'affaires grâce à des productions hors-soi : aviculture et bovins.

La grande difficulté est d'obtenir des crédits. Alors que l'agriculture suppose une rotation des capitaux très lente, le Crédit Agricole n'octroie des prêts qu'à court et moyen terme. Cela signifie l'endettement, une vie de forçat, vivre pauvre pour mourir riche. Pour les GAEC aussi, les emprunts sont de plus en plus difficiles à obtenir. C'est dû à certains échecs, mais plus encore à une politique générale.

pas de solution définitive en régime capitaliste

Malgré ces problèmes de financement, pensez-vous être parvenu à une solution satisfaisante ? Avez-vous découvert dans la coopérative d'exploitation le remède miracle ?

Certainement pas ! La coopération telle que nous la pratiquons est, au mieux, un premier pas vers une coopération véritable, et au pire un piège réformiste qui nous écarte des problèmes politiques.

Pour comprendre cette équivoque, il faut d'abord tenir compte des contradictions de l'agriculture française. L'exemple de la Bretagne est caractéristique. Les Côtes-du-Nord, par exemple, ne sont pas mal placées sur le plan de certaines productions : le lait et le porc notamment. On exprime pudiquement cette réalité en disant que l'Ouest a telle ou telle « vocation ». En fait, nous sommes tributaires de la Beauce et de la Brie et nous sommes condamnés à produire certaines denrées : le lait et la viande. Mais pour cet élevage, nous sommes obligés de faire appel aux matières premières d'alimentation : c'est naturellement le Bassin Parisien qui nous les fournit.

Ainsi se pose concrètement le problème de l'intégration en agriculture. Avec certaines

Face à la menace imminente de la misère et du chômage, de nombreux agriculteurs ont totalement transformé en quinze ans leurs méthodes de travail et leurs techniques d'exploitation. Ils ont ainsi découvert la nécessité d'une formation économique et, souvent, la critique politique qui l'accompagne. Mais, alors que les organisations syndicales s'enlisent dans un réformisme rempli de contradictions (en regroupant artificiellement les gros producteurs de la Beauce et les paysans prolétariés des régions sous-développées), de nombreux exploitants de la « base » dénoncent ce réformisme, analysent les insuffisances de leurs propres expériences, et optent pour l'action politique révolutionnaire. Nous avons rencontré l'un d'eux. Militant syndicaliste, il exploite en commun un GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun) dans une petite commune des Côtes-du-Nord.



photo: Roland Magnan

dimensions d'atelier, il n'est pas possible de s'en sortir seul : il faut rentrer dans un circuit de commercialisation et d'approvisionnement (ce que l'on appelle l'aval et l'amont). Souvent, quand une exploitation se trouve en difficulté, une firme se présente qui propose des avantages de financement pour l'implantation des bâtiments, pour les aliments nécessaires à la production, ce qui paraît une planche de salut à l'agriculteur qui se laisse prendre. En fait, il devient un numéro, un travailleur à façon ayant tous les risques — la dernière ligne du contrat balaie tout ce qu'il y a en amont.

Quand les industries viennent en Bretagne, c'est uniquement pour cela. L'industrie des aliments du bétail, par exemple, cherche à vendre, et c'est tout (ex. : Duquesne-Purina, société à capitaux américains, implantée à Loudéac). Souvent, la firme capitaliste qui finance l'implantation des bâtiments et surtout la vente des aliments, a son propre réseau commercial, s'occupe également de l'approvisionnement en porcelets et travaille avec des firmes de transformation.

La coopération est-elle un moyen d'éviter cette intégration capitaliste ?

Il y a différentes formes de coopération, de la coopérative de base type GAEC à la coopérative gigantesque type UNICOPA ou Landerneau. Le syndicalisme a fait le choix de la coopération. Ce choix est motivé par une certaine conception de la participation de l'homme à l'économie. Pour nous, la coopération, c'est ou cela devrait être le prolongement de l'exploitation. Mais si le GAEC vit dans un esprit coopératif très fort, on ne retrouve pas souvent cet esprit plus haut.

C'est là tout le problème des structures coopératives à l'intérieur du système capitaliste. Le plus souvent, la coopérative est obligée de se comporter comme une société capitaliste pour être compétitive. La vraie coopérative devrait rendre le même service à tous ses adhérents, petits ou gros. Jusqu'à présent, c'est encore un homme une voix au sein des assemblées, mais d'ici peu le chiffre d'affaires entrera en ligne de compte.

Il faut aussi considérer la taille des coopératives. Dans l'Ouest, il y en a trois : Landerneau, Unicopa, et la Fédération des coopératives. Landerneau a rendu de très grands services du point de vue de la formation technique. Mais à la tête se trouvent des notables traditionnels et même des représentants de la noblesse. Et ce n'est pas par hasard si certains hommes se retrouvent aux leviers de commande. C'est le type même de l'entreprise capitaliste dynamique qui n'hésite pas à mettre le paquet pour recruter les animateurs les plus qualifiés. La structure est conçue de façon à ce que certains participent. En fait, c'est l'office central qui prend toutes les décisions.

Face à Landerneau, Unicopa semblait être à son départ quelque chose de formidable par son esprit, puis que regroupant toutes les petites coopératives, et laissant à chacune une certaine autonomie. En fait, le même phénomène s'est reproduit : dirigée par des notables de gauche, la coopérative s'est coupée de la base. La Fédération des coopératives est une troisième force où l'on essaie de sauvegarder l'esprit coopératif. Mais le problème est d'y parvenir en restant compétitif. Certains accords sont déjà passés avec Unicopa et Landerneau. Les lois du système commercial conduisent nécessairement au gigantisme.

La coopération n'offre aucune issue définitive dans le système capitaliste. Elle sert de tampon entre le petit agriculteur et le grand

capitalisme auquel elle rend service en collectant les produits. C'est un moindre mal, une réformette à double sens.

c'est le droit à l'exploitation qui nous intéresse

Le syndicalisme entretient-il ces équivoques, ou bien tente-t-il de les dissiper ?

L'éviction de Bernard Lambert est déjà une réponse. Le syndicalisme agricole, au sommet du moins, s'en tient encore au mythe de l'apolitisme, c'est-à-dire qu'il cautionne la politique de la classe dominante.

La contradiction fondamentale de ce syndicalisme est de vouloir regrouper sous le drapeau de la « profession » des agriculteurs dont les situations et les intérêts de classe sont opposés. Pourquoi nous, Bretons, irions-nous nous battre pour les gros propriétaires de la Beauce en réclamant le soutien du prix des céréales ? Nous exigeons, à la base, que le soutien soit accordé au niveau des personnes, et non des prix. Mais le National est tenu, une fois de plus, par les gros propriétaires et par les notables.

Cependant une minorité de plus en plus forte se dessine dans notre fédération départementale et dans le CNJA.

Quels sont, pour vous, les objectifs de lutte les plus importants ?

Le problème numéro un en agriculture est le problème foncier. Nous sommes marqués par nos origines. Mes grands-parents appelaient le propriétaire « notre maître ». Qui disait maître disait tout. Pour nous, jeunes agriculteurs, il faut dépasser au plus vite la question de la propriété du sol. C'est le système capitaliste qui lie la sécurité de l'emploi à la propriété.

Nous devons lutter sans relâche contre le scandale de la spéculation foncière et contre les « cumulards ». La noblesse possède encore une grande partie du patrimoine et exerce des droits qui portent atteinte à la dignité de la personne. Les SAFER ne résolvent en aucun cas le problème de la propriété puisqu'elles doivent revendre au bout de cinq ans ce qu'elles ont acheté, si bien que le problème du partage des terres se reposera dans une génération.

Lorsqu'on voit ce qu'il faut comme capitaux d'exploitation pour faire marcher une entreprise agricole, il n'est pas pensable d'endosser le foncier. Sur ce point, j'accuse le MODEF de démagogie lorsqu'il défend l'accession à la propriété sur le mot d'ordre : « La terre à celui qui la travaille. » C'est le droit à l'exploitation qui nous intéresse : la terre, c'est un outil de travail.

Seule une municipalisation des sols, différenciant les bâtiments d'exploitation de la maison d'habitation, confiant à chaque groupe d'agriculteurs son outil de travail, pourrait résoudre définitivement le problème. Mais cela n'est pensable que dans une société socialiste : c'est pourquoi seule l'action politique peut être décisive sur ce point.

Second problème fondamental : l'exode rural. Dans notre région, il est inévitable, ce qui ne signifie pas que nous acceptons les conclusions du rapport Vedel. Une exploitation de 7 ou 8 ha ne peut pas survivre. Le drame, c'est qu'on n'offre pas de possibilités de reconversion satisfaisante. Lorsque des industries viennent en Bretagne, c'est pour utiliser les chômeurs comme réservoir de main-d'œuvre (Citroën à Rennes, Olida à Loudéac, Le Joint Français à Saint-Brieuc, etc.). Il faudrait une décentralisation pensée et non anar-

chique (quand elle a lieu !) Cela n'est pas pensable à l'intérieur du système capitaliste.

Pour vous, l'issue ne peut donc être que politique ?

Militant syndicaliste, coopérateur, je m'aperçois que ces engagements ne débouchent pas sur grand-chose. Ni le syndicalisme ni la coopération ne sont à même de résoudre les questions cruciales, que je viens d'évoquer. Lorsqu'on aborde les problèmes de la propriété, de l'industrialisation des régions, du rapport entre le capital et le travail, il est clair que seules des actions révolutionnaires orchestrées par un parti pourraient les résoudre. Les paysans doivent faire le choix de la lutte des classes, analyser leurs difficultés en ces termes, reconnaître que leur allié de classe est le prolétariat.

Cela suppose d'abord un important travail de formation. Les paysans sont encore prisonniers de l'électoratisme des notables qui entretiennent le respect d'une légalité injuste. Ensuite, il faut détruire la coupure qui existe encore entre paysans et ouvriers. Cela peut être réalisé moins au niveau des appareils que dans des actions à la base : lutte contre la spéculation et les cumulards, dénonciation de la justice de classe (affaire Gourmelon à Brest), soutien aux grèves ouvrières (Quimper), etc. Le contact entre paysans et intellectuels (étudiants en particulier) doit être recherché.

Nous sommes loin du but. Nos dirigeants trempent avec l'Administration et les Pouvoirs publics. La bureaucratie des appareils freine la lutte des classes et divise les prolétaires. Mais l'impulsion est donnée à la base. C'est elle qui l'emportera.

interview recueillie par Yves Rousseau

1970 en Bretagne

- 20 janvier à Briec (Finistère), manifestation contre la spéculation foncière et pour la justice.
- 28 janvier à Quimper, manifestation contre une vente de ferme.
- 10 février, région de Lesneven, 120 agriculteurs interviennent à l'occasion de la vente d'une partie de l'exploitation de Kergoff.
- 26 mars, à Saint-Hilaire-du-Maine (Mayenne), 120 agriculteurs installent de force une famille sur une ferme.
- 27 mai, à Aveasac (Loire-Atlantique), 200 agriculteurs installent un fermier sur une parcelle de 8 ha que son propriétaire refusait de louer. Le même jour, arrêt de travail de 24 heures à Brest, Quimper, Morlaix et Carhaix et manifestation sur le thème : « Le Finistère veut vivre ».
- 21 juin, à Saint-Brice-en-Cogles (Illa-et-Vilaine), installation par les agriculteurs d'un fermier sur un domaine mal exploité.
- 16 juillet, à Craon (Mayenne), 300 agriculteurs se rassemblent pour protester contre les reprises abusives de terre par les marchands de bestiaux.
- 29-30 juillet, à Saint-Dolay, 8 ha de maïs coupés à la faucille sur des terres exploitées par un promoteur immobilier de Loire-Atlantique.
- 5 octobre, dans neuf départements de l'Ouest, « journée d'avertissement » pour le prix du lait. A Vannes, du lait est répandu devant la préfecture.
- 23 novembre, à Ménéac (Morbihan), 250 agriculteurs manifestent contre les cumuls de terres.
- 16 décembre, à Quimper, 1.200 producteurs manifestent dans la cour de l'usine Entramont pour obtenir une augmentation du prix du lait.
- 22 décembre, à Nantes, 7 à 8.000 agriculteurs manifestent contre la baisse constante de leur revenu due à « une politique agricole incohérente, véritable politique de démolition ».
- 23 décembre, à Landerneau, 1.000 producteurs de lait dénoncent la politique suivie par la coopérative qui « s'enrichit très vite ».